

- La version orale du discours fait foi -

Valeurs et identité de la Suisse

par Oskar Freysinger, conseiller national, conseiller d'Etat, Saviève (VS)

Chers Amis de l'UDC, la Suisse est plus que tout autre pays au monde une nation issue de la volonté de ses habitants.

Notre cohésion n'est due ni à la logique de frontières naturelles, ni à une langue commune ou à des liens ethniques.

Elle est uniquement le résultat de notre volonté de décider nous-mêmes de notre sort dans le cadre d'une certaine constitution, d'une certaine conception de la vie commune.

Mais cette volonté n'est pas sortie du néant. Elle est fondée sur une histoire, une culture, sur des us et coutumes qui sont tous basés sur un certain nombre de VALEURS.

Notre terreau nourricier, c'est l'antiquité gréco-romaine liée aux idées révolutionnaires de la chrétienté.

C'est de la rencontre heureuse entre ces deux mondes qu'a surgi l'étincelle qui a planté dans le cœur des humains la force transcendante de l'amour du prochain.

À partir de là, notre civilisation a pris une nouvelle direction et a fini, après de nombreux errements, par ancrer dans le droit constitutionnel la dignité intangible de chaque être humain.

Prescrite par les évangiles, la séparation de la sphère politico-matérielle et de la sphère spirituelle et religieuse a été réalisée, après une première tentative à l'époque de l'humanisme, au plus tard au siècle des lumières. De nombreux pays du monde n'ont toujours pas franchi ce pas.

C'est à cette époque aussi qu'est né le concept révolutionnaire du citoyen destiné à surmonter le système clanique qui prévalait jusqu'alors. À partir de là, l'ensemble de tous les individus formait l'Etat, quels que fussent leur race, leur religion, leur ethnie ou leur couleur. Tous acquièrent les mêmes droits et pouvaient désormais parler d'égal à égal entre eux. Cette nouvelle conception du rôle de l'être humain dans l'Etat mit fin aux constantes luttes pour le pouvoir de tribus, de groupes ethniques ou religieux.

De surcroît, la religion fut progressivement définie comme une affaire privée.

En Suisse, la délégation de responsabilités aux citoyens a été plus complète que dans tous les autres pays du monde. C'est ainsi qu'est née la démocratie directe. Une délégation de pouvoir sans restrictions. Devenu souverain, le citoyen, avec sa vie et ses droits, n'était plus à la libre disposition d'un quelconque pouvoir. Socle d'un système qui protégeait la dignité de chaque

individu, le citoyen devint responsable de la protection de sa propre vie et de sa propre dignité tout comme de celles de ses semblables.

Issu de son terreau chrétien séculaire, un nouveau rapport entre les êtres humains qui a remplacé la loi du talion par la compréhension et le pardon s'est développé.

Ce système a fort bien fonctionné jusqu'à ce jour, car la volonté des citoyens Suisses de sauvegarder le consensus national était grande et partagée par une large majorité.

Jusqu'ici, la Suisse a réussi à insérer dans son tissu les influences extérieures par une intégration réussie des nouveaux arrivants. Grâce notamment à nos structures fédéralistes qui assurent l'unité dans la diversité, les 25% d'étrangers vivant parmi nous sont mieux intégrés que dans certains pays de l'UE où ils représentent moins de 10%.

Mais ce système touche à ses limites.

Les raisons en sont complexes et diverses.

La force intégrative des institutions, de la culture et de l'éducation baisse également chez nous. Nous commençons à douter de nous, voire à pratiquer une auto-flagellation parfaitement injustifiée et ridicule. Fort curieusement, nous avons mauvaise conscience d'avoir réussi là où d'autres pays ont lamentablement échoué. Un relativisme radical des valeurs a ouvert la voie à certains milieux qui cherchent à remettre en question les bases mêmes de notre système dans le but de faire s'effondrer tout l'édifice.

Notre attitude ouverte au monde et hospitalière est abusée par certains immigrants dont l'unique objectif est de miner notre système étatique et ses valeurs. D'autres se prévalent des droits que leur accorde notre pays pour mettre en péril ou restreindre les droits de leurs semblables. Hélas, nombre de nos adversaires politiques refusent de voir cette réalité en face et s'entêtent à considérer même les pires fanatiques non pas comme un danger, mais comme des victimes ayant besoin d'aide, des personnes qui en fin de compte ne pensent et n'agissent pas différemment de nous.

Imaginez donc la situation : voilà un immigrant arrivant chez nous et qui, depuis son enfance, a appris à se soumettre à une loi divine, passée directement du paradis à son prophète, et nous exigeons de lui d'accorder moins d'importance à ce précepte intangible qu'à nos lois fluctuantes rédigées par des humains.

Rien d'étonnant s'il réagit par l'incompréhension la plus totale.

Son image de la femme, de l'Etat, sa conception de la tolérance religieuse, de l'éducation, de la justice – il doit tout remettre en question et s'identifier à des valeurs totalement nouvelles qui, d'une part, lui imposent des limites et, d'autre part, lui offrent des libertés dont il ne veut pas et qui l'insécurisent.

Cet immigrant se retrouve ainsi dans une situation totalement schizophrène : il a une jambe dans la modernité et l'autre plantée quelque part entre

l'antiquité et le moyen âge. S'ajoutent à ces difficultés une formation souvent lacunaire et les problèmes sociaux qui en découlent. Il commence donc à s'isoler, à chercher de nouveaux repères d'identification en dehors du pays d'accueil qui lui paraît de plus en plus haïssable. Dans certains pays, on assiste à la formation de ghettos, de sociétés parallèles où les règles de l'Etat de droit sont écartées au profit de principes légaux importés et incompatibles avec le droit national. Cet immigrant déboussolé finit par se référer au coran, qu'il n'a jamais lu, pour justifier son échec. Son constant vacillement entre folie des grandeurs et complexe d'infériorité alimente sa frustration et sa haine qui finissent par en aboutir une folie destructrice insensée comme on a pu le constater en janvier à Paris et plus récemment à Copenhague.

Si nous ne sommes pas capables d'intégrer complètement les immigrants provenant de l'espace islamique et de nous débarrasser des djihadistes les plus enragés, nous aurons un énorme problème. À nouveau, des systèmes de valeurs concurrents se combattront chez nous comme durant la Guerre de Trente Ans. Mais la cohérence nationale et les fondements de notre Etat de droit sont aussi en péril parce que nos juges partent du principe, malgré ce contexte explosif, que la liberté d'expression de fanatiques religieux est plus importante que le droit des citoyens à la sécurité.

Voilà pourquoi nous ne devons en aucun cas abandonner les valeurs qui ont façonné notre pays. Nous devons en être fiers et nous engager pour elles.

Nous devons croître spirituellement et insister sans compromis sur certaines exigences, même si elles paraissent secondaires à première vue: le port du voile à l'école, les visages couverts d'étoffes grillagées, l'enseignement séparé de la natation pour filles et garçons, l'abattage rituel d'animaux, le refus d'apprendre une langue nationale, etc. ne doivent plus être tolérés.

Car l'être humain libre dans notre pays libre et souverain a non seulement des droits, mais aussi des devoirs.

Si nous tenons bon et refusons de nous incliner devant la première campagne de dénigrement médiatique, alors la majorité des étrangers deviendront, comme tant d'autres avant eux, des citoyens responsables, des citoyens suisses, des piliers de notre système étatique.

En voulant laisser entrer n'importe qui et sans aucune condition, les socialistes manifestent surtout leur mépris de nos institutions et leur indifférence par rapport à leur prochain.

Ils considèrent leur idéologie comme plus importante que le pragmatisme le plus élémentaire. Leur tolérance n'est qu'un faux-semblant, leur ouverture d'esprit n'est que mensonge, leur égalitarisme témoigne de leur mépris de l'être humain, mépris qu'ils tentent de cacher par une solidarité de façade. Au fond, tous les zéloteurs – qu'ils soient marxistes, de droite ou motivés par la religion – souffrent de la haine d'eux-mêmes. L'humain ne leur convenant pas, ils tentent de le rééduquer au nom de l'égalité, de le forcer dans un schéma ou de le détruire au nom d'un prétendu idéal supérieur.

Cette attitude est totalement étrangère à la Suisse. Ici, chaque citoyen a le droit de rester lui-même, de rester un être unique et irremplaçable que l'égalitarisme insupporte parce qu'il viole sa dignité humaine.

Chez nous, les droits, les devoirs et les libertés de l'individu sont garantis. Qui plus est, chaque citoyen est appelé, en tant que souverain, à protéger ces droits.

Voilà pourquoi il est important que nous n'acceptons pas de juges étrangers imposés par de quelconques puissances supranationales. Nous voulons définir nous-mêmes notre droit sur la base de ces lois morales intemporelles que des auteurs classiques tels que Goethe et Schiller ont si parfaitement esquissées. Nous voulons rester un Etat souverain dans lequel la dignité humaine est intangible. Nous ne voulons ni vide spirituel, ni dogmatisme étroit et violent. Chez nous, chacun doit être libre de penser, de dire et de faire ce qu'il veut aussi longtemps qu'il ne menace pas la liberté, les droits et la dignité de ses semblables.

Nous devons à nos enfants de nous battre pour ces principes.

Plus le citoyen individuel est bien éduqué, convaincu et confirmé, plus la structure étatique dont il est en même temps la base et le souverain, est forte. Voilà pourquoi nous devons à nouveau éduquer nos enfants de sorte qu'ils deviennent des citoyens responsables, sûrs d'eux, courageux et critiques. Nous devons retrouver le contrôle de l'immigration et la réorienter afin qu'elle renforce notre système étatique au lieu de l'affaiblir.

Si, mus par la peur, le souci de nous aligner ou le doute, nous abandonnons notre souveraineté, notre droit à l'autodétermination, notre système juridique et notre liberté, nous sonnons le glas de notre expérience étatique unique au monde pour sombrer dans l'à-peu-près, le superficiel et l'absurde.

Chers Concitoyens, le monde tel que nous l'avons connu est en train de changer radicalement. Des temps très durs s'annoncent. Notre avenir dépendra de notre capacité de nous soutenir mutuellement, de prendre notre destin en main comme l'ont fait nos ancêtres. Suivons la voie qu'ils ont tracée, ayons confiance en nous-mêmes, dans la force de notre démocratie directe et dans l'humanisme qui illumine notre conscience.

Soyons durs, mais justes, déterminés, mais humains, décidés, mais aptes au compromis, visionnaires, mais pragmatiques comme nous l'avons toujours été dans notre longue histoire à succès. Alors, aucune puissance au monde ne pourra nous prendre notre patrie qui est mieux protégée dans nos cœurs que dans le plus solide des coffres forts.

Soyons fiers d'être Suisses !